

30 m

KF/KP/KV

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

COUR D'APPEL D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ABIDJAN

RG N° 4051/2017

JUGEMENT CONTRADICTOIRE DU
21/12/2017

Affaire

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 21 DECEMBRE 2017

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du jeudi vingt et un décembre de l'an deux mil dix-sept tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

DOCTEUR KOMOIN FRANCOIS, Président du Tribunal ;

Madame GALE Maria, Messieurs ZUNON Joël, N'GUESSAN GILBERT, NIAMKEY KODJO Paul, DICOH BALAMINE et ALLAH KOUAME Jean Marie, Assesseurs ;

Avec l'assistance de **Maître DOUMBIA MAMADOU**, Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

1/ Monsieur KOUAKOU YAO, né le 01/01/1964 à Hiré-Baoulé (CIV), de nationalité ivoirienne, planteur domicilié à Hiré ;

2/ Madame KOUASSI AMOIN, né le 22/01/1968 à Divo, de nationalité ivoirienne, exploitante agricole domiciliée à Hiré

3/ Madame ASSE BROU VIVIANE, né le 26/12/1966 à Hiré, de nationalité ivoirienne, exploitante agricole domiciliée à Hiré

4/ Madame KOFFI AKISSI, né le 01/01/1955 à Hiré (CIV), de nationalité ivoirienne, exploitante agricole domiciliée à Hiré

5/ Monsieur N'GORAN ANTONI KOFFI, né le 09/10/1974 à Hiré (CIV), de nationalité ivoirienne, planteur domicilié à Hiré

6/ Monsieur YAO KONAN, né le 01/01/1945 à Divo, de nationalité ivoirienne, planteur domicilié à Hiré

7/ Monsieur KOFFI YAO IGNACE, né le 31/08/1981 à KOKO-BOUAKE(CIV), de nationalité ivoirienne, planteur domicilié à Hiré

8/ Monsieur KOUAME KONAN NOE, né le 25/11/1987 à Baouké (CIV), de nationalité ivoirienne, planteur domicilié à Hiré

- 1/ Monsieur KOUAKOU YAO
- 2/ Madame KOUASSI AMOIN
- 3/ Madame ASSE BROU VIVIANE
- 4/ Madame KOFFI AKISSI
- 5/ Monsieur N'GORAN ANTONI KOFFI
- 6/ Monsieur YAO KONAN
- 7/ Monsieur KOFFI YAO IGNACE
- 8/ Monsieur KOUAME KONAN NOE
- 9/ Monsieur KOUAME KONAN PATRICE
- 10/ Monsieur KONE ISSA
- 11/ Madame KOUASSI ADJOUA LOUISE
- 12/ Madame AYA KANGA
- 13/ Monsieur KOUADIO YAO dit RAVIARTYAO
(Maître Serge Pamphile Niahoua)

Contre

La société Newcrest Mining Limited dite
LGL MINES Côte d'Ivoire S.A

DECISION

Contradictoire

Déclare Messieurs KOUAKOU YAO, N'GORAN ANTONI KOFFI, YAO KONAN, KOFFI YAO IGNACE, KOUAME KONAN NOE, KOUAME KONAN PATRICE, KONE ISSA, KOUADIO YAO dit RAVIART YAO et mesdames KOUASSI AMOIN, ASSE BROU VIVIANE, KOFFI AKISSI, KOUASSI ADJOUA LOUISE, AYA KANGA irrecevables en leur action pour défaut de tentative de règlement amiable préalable ;

Condamne les demandeurs aux dépens.



9/ Monsieur KOUAME KONAN PATRICE, né le 01/01/1968 à Hiré, de nationalité ivoirienne, planteur domicilié à Hiré ;

10/ Monsieur KONE ISSA, né le 01/01/1976 à Hiré, de nationalité ivoirienne, planteur domicilié à Hiré

11/ Madame KOUASSI ADJOUA LOUISE, né le 06/12/1974 à Hiré, de nationalité ivoirienne, exploitante agricole domiciliée à Hiré

12/ Madame AYA KANGA, né le 06/11/1969 à Hiré-Baoulé (CIV), de nationalité ivoirienne, exploitante agricole domiciliée à Hiré

13/ Monsieur KOUADIO YAO dit RAVIARTYAO, né le 01/01/1947 à Raviart, de nationalité ivoirienne, planteur domicilié à Hiré ;

Demandeurs, représentés par son conseil **Maître Serge PAMPHILIE Niahoua**, Avocat près la Cour d'Appel d'Abidjan, 28 BP 381 Abidjan 28, tel : 22 52 49 06 ;

D'une part ;

Et ;

La société Newcrest Mining Limited dite LGL MINES Côte d'Ivoire, société anonyme au capital de 90 000 000 de francs CFA, dont le siège social est à Abidjan, Deux Plateaux Vallon, rue des jardins, Immeuble Zino, 2^{ème} étage, tel : 22 41 91 61 ; représentée par son Directeur Général ;

Défenderesse assignée à son siège social ;

D'autre part ;

Enrôlée pour l'audience du jeudi 23 novembre 2017, l'affaire a été appelée et la cause a été mise en délibéré pour jugement être rendu le 21 décembre 2017 ;

Advenue cette audience, le Tribunal a rabattu son délibéré pour recueillir les observations des parties sur le règlement amiable préalable et rendu un jugement dont la teneur suit ;

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs fins, demandes et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit d'huissier du 10 novembre 2017, **Messieurs, KOUAKOU YAO, N'GORAN ANTONI KOFFI, YAO KONAN, KOFFI YAO IGNACE, KOUAME KONAN NOE, KOUAME KONAN PATRICE, KONE ISSA, KOUADIO YAO dit RAVIART YAO et mesdames KOUASSI AMOIN, ASSE BROU VIVIANE, KOFFI AKISSI, KOUASSI ADJOUA LOUISE, AYA KANGA**, ont donné assignation à la société **Newcrest Mining Limited** dite LGL MINES Côte d'Ivoire S.A d'avoir à comparaître devant le tribunal de ce siège le 23 novembre 2017 pour s'entendre :

- condamner la société Newcrest Mining Limited dite LGL MINES Côte d'Ivoire S.A à payer la somme totale de trois cent treize millions cinq cent soixante-quatorze mille huit cent soixante mille (313.574.860) F CFA répartie comme suit :
- deux cent treize millions cinq cent soixante-quatorze mille huit cent soixante mille (213.574.860) francs CFA au titre du reliquat de l'ensemble des indemnisations ;
- cent millions (100.000.000) francs CFA à titre de dommages et intérêts en réparation du préjudice moral et d'affectation souffert ;
- condamner aux entiers dépens de l'instance;

Les demandeurs exposent à l'appui de leur action qu'ils sont propriétaires de parcelles de terre comportant diverses cultures, notamment des cultures pérennes en production de plusieurs années. Ils ajoutent, cependant, que celles-ci ont été détruites par la société Newcrest Mining Limited, qui, pour les besoins de son exploitation minière, a accaparé leur terre et les en a déguerpis ;

Ils estiment qu'ils n'ont pas été véritablement dédommagés dans la mesure où les sommes versées à titre de réparation sont dérisoires ;

Ils relèvent que le 05 juin 2016, à la suite d'une pétition, ils ont constitué un collectif afin de défendre leurs droits ;

En outre, ils soutiennent s'être conformés aux dispositions des articles 128 alinéa 2 de la loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant code minier et 135 du décret d'application en adressant à la société Newcrest Mining Limited ou LGL MINES Côte d'Ivoire S.A différentes correspondances en date du 04 et 05 octobre 2016 en vue d'un règlement amiable du litige en vain ;

Ils allèguent avoir également saisi la Commission Interministérielle des Mines par exploit d'huissier du 09 février 2016, laquelle n'a pas donné de suite à leurs réclamations ;

Ils font remarquer que par courrier du 28 juillet 2017, la société Newcrest Mining Limited s'est engagée à un règlement amiable en déléguant monsieur BAKAYOKO LANCINE à cet effet ;

C'est ainsi, soutiennent-ils qu'une réunion s'est tenue avec les employés de ladite société comme l'atteste la liste d'émargement versée aux débats ;

Toutefois, ils relèvent que la société Newcrest Mining Limited ou LGL MINES Côte d'Ivoire S.A, suite à un courrier de relance, a renoncé audit règlement amiable ;

De surcroît, ils font savoir que celle-ci a ajourné les transactions en cours en affichant une circulaire à la sous-préfecture de Hiré dont copie leur a été transmise par l'intermédiaire de leur huissier ;

Ils avancent avoir protesté contre ladite décision ;

Par ailleurs, ils font valoir qu'ayant satisfait au préalable du règlement amiable et à la saisine préalable de la Commission Interministérielle des Mines, le présent tribunal est compétent, et leur action recevable en application des dispositions de la loi organique portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce et des articles 128 alinéa 2 et 135 du décret d'application de la loi portant code minier ;

Ils arguent que face à l'inertie de la défenderesse, et au silence de la Commission Interministérielle des Mines, ils sont en droit de saisir la présente juridiction pour la défense et la protection de leurs droits ;

La défenderesse n'a pas fait valoir de moyens de défense ;

Le tribunal a, conformément aux dispositions de l'article 52 du

code de procédure civile, commerciale et administrative, invité les parties à faire des observations sur l'irrecevabilité de l'action en paiement qu'il soulève d'office pour défaut de règlement amiable préalable ;

SUR CE

En la forme

Sur le caractère de la décision

La société Newcrest Mining Limited ou LGL MINES Côte d'Ivoire S.A a été assignée à son siège social ;

Il y a lieu de statuer par décision contradictoire ;

Sur le taux du ressort

L'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce dispose que : « *Les Tribunaux de commerce statuent :*

- en premier ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé.

- en premier et dernier ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs. »

En l'espèce, l'intérêt cumulé du litige est 313.574.860 F CFA ; ce montant excédant la somme de 25.000.000 FCFA, Il y a donc lieu de statuer en premier ressort ;

Sur la recevabilité

Suivant les dispositions de l'article 5 la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce : « *la tentative de règlement amiable est obligatoire avant toute saisine du tribunal de commerce et se tient entre les parties elles-mêmes, ou avec l'intervention d'un tiers dans le cadre d'une médiation ou d'une conciliation* » ;

L'article 41 *in fine* précise que « *si les parties n'ont entrepris*

aucune diligence en vue de parvenir à un règlement amiable, le tribunal déclare l'action irrecevable » ;

L'examen combiné de ces articles fait apparaître à la fois le caractère obligatoire et préalable à la saisine du tribunal de la tentative de règlement amiable et la sanction du défaut de cette diligence par l'irrecevabilité de l'action ;

En l'espèce, pour justifier l'accomplissement de cette diligence, les demandeurs produisent un exploit d'huissier du 27 août 2016 servi au Directeur Général de la société Newcrest Mining Limited – LGL Mines Côte d'Ivoire SA par Maître n'guessan Konan, huissier de justice près le tribunal de première instance de Yopougon et la Cour d'Appel d'Abidjan ;

Le tribunal constate, à l'analyse de cet acte, que le règlement amiable a été tenté par Maître N'Guessan Konan huissier de justice ; car c'est lui qui a invité la défenderesse au règlement amiable ;

Or, des dispositions des articles 5 et 41 susvisés, il s'évince que les diligences relatives au règlement amiable doivent être faites par les parties elles-mêmes et non par leurs représentants, sauf si ceux-ci détiennent des mandats à cet effet ;

En l'espèce, il n'existe aucune pièce au dossier permettant d'établir que Maître N'Guessan Konan avait mandat pour offrir un règlement amiable à la société Newcrest Mining Limited ou LGL MINES Côte d'Ivoire S.A pour le compte des demandeurs ;

En outre, l'Huissier de justice n'a pas qualité pour représenter les parties ;

Il s'ensuit qu'un tel acte ne peut être considéré comme une offre de règlement amiable préalable telle que prescrite par les articles 5 et 41 susvisés ;

Il y a donc lieu de déclarer l'action des demandeurs irrecevable ;

Sur les dépens

Les demandeurs succombent ; il y a lieu de les condamner aux

dépens de l'instance ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

Déclare Messieurs KOUAKOU YAO, N'GORAN ANTONI KOFFI, YAO KONAN, KOFFI YAO IGNACE, KOUAME KONAN NOE, KOUAME KONAN PATRICE, KONE ISSA, KOUADIO YAO dit RAVIART YAO et mesdames KOUASSI AMOIN, ASSE BROU VIVIANE, KOFFI AKISSI, KOUASSI ADJOUA LOUISE, AYA KANGA irrecevables en leur action pour défaut de tentative de règlement amiable préalable ;

Condamne les demandeurs aux dépens.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jour, mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER./.



[Handwritten signature of the President]

[Handwritten signature of the Greffier]

GRATIS

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le **26 JAN 2018**

REGISTRE A.L. VOL. *44* F.° *07*

N° *142* / *47* / *93*

REQU: GRATIS

Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre

[Handwritten signature of the Chief of the Domain, of the Registration and Stamp]